

# FOCUS

**SUR LA FAO ET L'AGRICULTURE AU BURUNDI**



**VOL. 2 - N° 3  
JANVIER - MARS  
2012**

**BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DE LA FAO BURUNDI  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**



## **Dans ce numéro:**

- |   |  |
|---|--|
| <b>3</b> Nouveau Directeur Général de la FAO      | <b>10</b> Résultats du Forum Sécurité Alimentaire    |
| <b>4</b> Une alternative durable avec les FFS     | <b>11</b> Assistance d'urgence FAO - ECHO au Burundi |
| <b>6</b> L'appui FAO aux Villages Ruraux Intégrés | <b>13</b> Echange sur le BXW et la CBSD au Burundi   |

Bienvenue chers lecteurs et meilleurs vœux pour 2012,

c'est avec grand plaisir que nous publions le troisième numéro du bulletin trimestriel Focus, une plateforme pour disséminer l'information sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, activités menées par la FAO et ses partenaires au Burundi et au sein de la communauté est-africaine.

Un événement a marqué le début de cette année 2012 au sein de notre Organisation: la prise officielle de fonction le 1er janvier 2012, du Nouveau Directeur Général de la FAO en la personne de Monsieur Graziano da Silva, élu le 26 juin 2011.

De nationalité Brésilienne, M. Graziano da Silva a travaillé depuis 2006 comme Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional de l'Organisation pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Il a fixé cinq priorités stratégiques pour la FAO, notamment l'éradication de la faim, la progression vers des systèmes de production et de consommation alimentaire plus durables, l'assurance d'une plus grande équité dans la gestion mondiale du système alimentaire, l'optimisation de la réforme et la décentralisation de la FAO, et le développement de la coopération Sud-Sud.

Indéniablement, ces priorités sont très importantes pour le monde en général et pour le Burundi en particulier, un pays où plus de 90% de la population dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence. C'est dans ce contexte que la FAO appuie la transition d'une agriculture de subsistance à une d'agriculture durable.

Ce numéro, en plus du grand rendez-vous des partenaires clés dans un forum national sur la sécurité alimentaire, évoquera également, une grande variété des interventions de la FAO au Burundi telles que la réintégration durable des rapatriés, la formation et le renforcement participatif des capacités des agriculteurs à travers les FFS (de l'anglais Farmer Field Schools), traduit en français comme Champs Ecoles Paysans, l'intervention d'urgence en appui aux populations les plus vulnérables du pays, l'appui au Gouvernement dans la lutte contre deux maladies dévastatrices: le flétrissement bactérien du bananier (BXW), et la striure brune du manioc (CBSD).

Bonne lecture!

Le Comité de rédaction

Vos opinions et commentaires sont toujours les bienvenus à notre adresse:

FAO Burundi,  
Av. De la Plage, Q. Asiatique,  
B.P. 1250, Bujumbura, Burundi  
[FAO-BI@fao.org](mailto:FAO-BI@fao.org)

# PHOTO FOCUS

## La FAO en Action



Novembre 2011, Mugerero, Bujumbura Rural :

Le technicien de la FAO chargé des travaux de réhabilitation hydro-agricole explique à Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage et à l'Ambassadeur de l'Union Européenne les grands résultats d'un projet financé dans le cadre de la Facilité Alimentaire de l'UE exécutée par la FAO dans la Plaine de l'Imbo. En arrière-plan, on voit un barrage réhabilité par la FAO dans le cadre du Projet.



Novembre 2011, Rutana :

Pour concrétiser le concept d'interactions entre différents éléments de l'écosystème, les participants à la formation méthodologique sur l'approche Champ-Ecole-Paysan forment un cercle. Chacun s'identifie à un élément de l'écosystème et place une carte sur laquelle est écrit cet élément sur sa poitrine de façon que tout le monde puisse la voir. Les connections ou interactions se jouent à l'aide d'un rouleau de ficelle, que les participants se jettent chaque fois qu'il y a interaction.



Octobre 2011, Gihanga, Bujumbura Rural :

Dynamique de groupe lors d'une formation de facilitateurs des FFS (Champs Ecoles Paysans). Ces formateurs vont faciliter des groupes FFS dans les Villages Ruraux Intégrés, pour appuyer la réintégration durable des rapatriés.

# L'éradication totale de la faim, priorité du nouveau Directeur général de la FAO

Soutien accru aux pays pauvres, annonce M. Graziano da Silva



Les cinq priorités stratégiques du nouveau DG de la FAO, M. Graziano da Silva ;

## L'éradication de la faim ;

progresser vers des systèmes de production et de consommation alimentaires plus durables;

assurer une plus grande équité dans la gestion mondiale de l'alimentation;

compléter la réforme et la décentralisation de la FAO; et

développer la coopération Sud-Sud.

Rome, 3 janvier 2012 - Deux jours après sa prise de fonction, M. José Graziano da Silva a annoncé, au cours de sa première conférence de presse en qualité de Directeur général de la FAO, qu'en tête de ses priorités figurait l'élimination totale de la faim et de la sous-alimentation dans le monde.

M. Graziano da Silva a souligné qu'il n'y avait pas de temps à perdre d'ici la fin de son mandat qui s'achève dans trois ans et demi seulement. Et pour commencer, la FAO accordera un soutien accru à un certain nombre de pays à faible revenu et à déficit alimentaire, notamment ceux qui sont confrontés à des crises prolongées.

"L'élimination de la faim nécessite l'engagement de tout un chacun : ni la FAO ni aucune autre agence ou aucun gouvernement ne peut gagner cette guerre tout seul", a dit notamment M. Graziano da Silva. Et d'ajouter qu'il avait l'intention de travailler "de la manière la plus transparente et démocratique" avec les Etats membres, les agences de l'ONU, le secteur privé, la société civile et les autres partenaires.

L'éradication de la faim est la première parmi cinq priorités stratégiques que M. Graziano da Silva entend poursuivre à la tête de la FAO. Les quatre autres, a-t-il indiqué, sont : progresser vers des systèmes de production et de consommation alimentaires plus durables; assurer une plus grande équité dans la gestion mondiale de l'alimentation; compléter la réforme et la décentralisation de la FAO; et développer la coopération Sud-Sud.

## Rebâtir la confiance

"Nous devons rebâtir la confiance entre le Secrétariat et les Etats membres pour progresser. A cet égard, j'ai l'intention de promouvoir des relations transparentes et constructives avec les Etats membres et les organes directeurs de la FAO", a-t-il affirmé.

M. Graziano da Silva a également indiqué qu'il s'emploierait à rendre la FAO plus efficace et réactive grâce à la réduction des coûts administratifs et à des gains d'efficacité. A ce propos, il a souligné que les coupes pour une efficacité accrue ne devraient pas nuire au travail technique de la FAO mais qu'ils permettraient au contraire de renforcer l'assistance directe de l'Organisation aux pays.

"Je suis persuadé que l'Organisation peut apporter une contribution significative et croissante à la sécurité alimentaire, à la production et à la consommation alimentaires durables dans le monde", a conclu M. Graziano da Silva.

# Les champs Ecoles Paysans : une alternative durable pour le Burundi rural

*Un regard vers l'avenir pour les femmes, les hommes, et les jeunes agricultrices et agriculteurs du Burundi*



Un groupe FFS avec son champ de tomates issu de l'appui de la FAO en FFS

Le Burundi, dont plus de 90% de la population dépend de l'agriculture pour survivre, fait face à une crise alimentaire grave. Une croissance démographique extrêmement élevée et un morcellement des exploitations, combinés à la dégradation des sols et à la diminution constante de la productivité agricole sont des facteurs qui aggravent cette situation. Comme conséquence, la malnutrition chronique atteint plus de 60%. Les faibles opportunités de revenus dans les milieux ruraux s'ajoutent à cette série de problèmes auxquels les populations les plus vulnérables font face.

En 2008, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a adopté l'approche « Champs Ecoles Paysans », FFS en sigle (de l'anglais Farmer Field School), comme outil de transfert d'innovation. La FAO-Burundi apporte un soutien pour sa maîtrise et son extension, pour s'assurer que les capacités agricoles et nutritionnelles des populations vulnérables soient améliorées. A travers les FFS, la FAO-Burundi facilite le partage et l'échange des meilleures pratiques entre petits exploitants pour assurer leur auto-prise en charge et une augmentation de la production agricole. L'approche, aussi appelée « école sans murs », est un concept de la FAO en pleine évolution

pour l'apprentissage, la discussion et l'expérimentation, par les agriculteurs et les agricultrices, des stratégies agricoles visant à améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence.

En plus, la FAO a intégré des aspects de nutrition, de VIH et de genre dans ces FFS, notamment à travers les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie (FFLS, Farmer Field and Life Schools en anglais) et les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (JFFLS, Junior Farmer Field and Life Schools).

Le concept novateur des FFLS permet d'inclure dans le programme centré sur la pratique agricole, des questions de vie diverses intéressant les communautés comme la santé reproductive, les questions juridiques, l'autonomisation des femmes etc. Les JFFLS abordent aussi la question du chômage des jeunes, un problème épineux au Burundi où la plupart des jeunes n'ont pas accès ni aux sources de revenus, ni aux moyens d'existence.

C'est dans ce cadre que les JFFLS ciblent les jeunes déscolarisés, les orphelins, et les enfants affectés par le VIH. Un aspect novateur de cette approche est la façon dont les jeunes sont

encouragés à devenir des personnes autosuffisantes. L'emploi du temps de l'école comprend des activités culturelles, comme le chant et la danse, ce qui permet aux jeunes de se sentir rassuré par cette dynamique de sauvegarde de leur tradition et leur culture.

« Les FFS nous ont motivés à reprendre nos activités agricoles, après avoir été déplacés pendant une longue période » dit Adidja Niyuhire, membre du FFLS Muzubirimya à Rumonge. « Nous avons commencé avec des tomates, mais maintenant nous cultivons aussi le manioc et d'autres légumes dans nos potagers. Nous avons réussi également à acheter des poules pondeuses, et la FAO nous a donné des chèvres. On a mis le fumier qu'ils produisent sur nos champs et ça a vraiment augmenté la production. On voudrait aussi apprendre des aspects de nutrition, en particulier comment mieux nourrir nos enfants ».

C'est à travers cette approche que la FAO consolide la cohésion sociale et l'intégration durable des rapatriés. Adidja est une rapatriée faisant partie d'un groupe de 60 bénéficiaires ayant reçu une formation de facilitateurs de FFS, organisée par la FAO.



La formation des facilitateurs FFS à Gihanga

*C'est grâce à l'appui du Royaume de Suède, du Royaume de Belgique, de l'Union Européenne et du Fonds pour l'Environnement Mondial que les FFS sont parmi les activités clés de la FAO au Burundi*

Ces 60 facilitateurs vont participer dans la mise en place de FFS dans les Villages Ruraux Intégrés dans le sud du Burundi, villages qui accueillent les réfugiés et les déplacés de guerre retournés au Burundi mais n'ayant pas un endroit où aller. A travers ces formations, plus de 18 FFS ont été constitués avec fin de 2011, et plus de 630 rapatriés ont échangé dans leurs champs sur les meilleures pratiques agricoles. Au courant du premier trimestre de l'année 2012, la FAO aura installé environ 138 FFS (dont 106 FFS, 24 FFLS et 8 JFFLS). Chaque FFS compte entre 25 et 35 membres chacun, constituant, au total, environ 4120 membres pour l'ensemble des FFS initiés par la FAO au Burundi à travers différents projets. Dans la stratégie de mise en œuvre, la FAO vise la pérennité du système en encourageant, d'une part, la mise en réseau des FFS déjà formés et d'autre part, la création de nouveaux FFS animés par les paysans ayant participé dans un FFS encadré par la FAO.

Le grand avantage des FFS est qu'ils sont menés de manière participative. Les connaissances locales et les connaissances techniques sont utilisées pour un apprentissage commun et durable, étant entendu que les solutions sont trouvées par les bénéficiaires eux-mêmes. Les compétences sociopolitiques sont renforcées, notamment des femmes, au même moment que les capacités et connaissances agricoles et nutritionnelles sont renforcées.

Les JFFLS quant à eux constituent de puissants outils d'émancipation des petits exploitants et d'appui à la constitution des associations, coopératives et organisations d'agriculteurs. L'effet multiplicateur des FFS est aussi important car ces activités sont souvent imitées par les autres villageois, multipliant ainsi exponentiellement les effets positifs de cette innovation.

Le regard est maintenant fixé sur la consolidation de ces groupements et sur une mise en réseau de ces FFS car ils représentent une excellente base sur laquelle de multiples initiatives innovatrices et participatives peuvent être menées.



Le travail en équipe et le partage des connaissances est la base sur laquelle les FFS sont fondés



Une bénéficiaire de l'appui FFS de la FAO procède à un échantillonnage aléatoire avant de faire l'analyse de l'agro-écosystème

# L' APPUI DE LA FAO AVEC LE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE AUX VILLAGES RURAUX INTEGRES

## REDONNER LES MOYENS DE VIE CONCRETS AUX RAPATRIES POUR LEUR REINSTALLATION DURABLE AU BURUNDI

Les rapatriés des Villages Ruraux Intégrés du Sud du pays bénéficiant d'un appui multiforme dont les intrants agricoles octroyés par la FAO à travers le Projet « Programme LRRD (Linking Relief Rehabilitation & Development) d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi », se réjouissent généralement de l'assistance apportée notamment sous forme de semences de cultures vivrières et maraichères et de fumier. Ils retrouvent donc l'espoir de revivre une situation de sécurité alimentaire accrue, après des années de souffrance et de misère dans l'exil. Ces rapatriés bénéficient également du soutien dans la pratique de la foresterie et de l'agroforesterie, pour une agriculture plus durable et un renforcement de leurs moyens d'existence.

### Les intrants octroyés par la FAO assurent l'augmentation de la quantité et de la qualité de la production

L'appui aux Villages Ruraux Intégrés à travers le Projet, a déjà porté ses fruits. Au VRI de Mugina, l'encadrement des activités agricoles forme déjà des agriculteurs modèles. François-Xavier RURIGOBETSE, est considéré par la FAO comme meilleur agriculteur pour son courage et ses meilleures pratiques spécialement dans la culture du bananier. Ce rapatrié dont les parents avaient fui deux fois le pays, est retourné définitivement au Burundi en 2006.

Il a installé une bananeraie de 1,5ha englobant 600 plants bien espacés. Il a pu démarrer son activité après avoir contracté un crédit de 3 000 000 de francs Bu chez un ami vivant à l'étranger et dont la contrepartie constituera un remboursement de 12% sur les bénéfices à encaisser chaque fois après la récolte. RURIGOBETSE a reçu de la FAO les intrants comme la chaux, les engrais et l'encadrement à travers les partenaires de cette agence onusienne.



Une association de rapatriés dans leur champ de tomates (VRI Nyabigina)

« Cet agriculteur est également éligible au financement pour la fabrication du vin de banane dès que nos unités multifonctionnelles de transformation seront mises en place », a indiqué, Joseph SAKUBU responsable du Projet d'appui aux VRI. Cet agriculteur se réjouit lui aussi du meilleur classement de son champ. « C'est un champ modèle car il n'y a pas un tel champ ici », a-t-il indiqué. Le champ est à un stade qui permet à ce rapatrié de distribuer aux autres des plants. « Je vais bientôt donner 100 plants à une association de Musenyi ». Il attend la première récolte vers juin 2012. Makamba est devenue un pôle d'attraction pour la vente et l'achat de la banane. Selon Mr SAKUBU, les grandes quantités de banane provenant de la Tanzanie en plus de celles produites localement pourraient « constituer une bonne base de matières premières pour un processus de transformation de ce produit et une grande source de revenu ».

### Des capacités de production des rapatriés renforcées grâce au fumier mis à disposition par la FAO

La distribution du fumier aux rapatriés est une activité de grande importance dans la mesure où elle

contribue grandement à l'augmentation de la fertilité et des niveaux de production et en conséquence l'amélioration de l'alimentation et partant, des niveaux de vie. RURIGOBETSE, l'agriculteur de Mugina remercie la FAO qui lui a donné de l'engrais pour fertiliser son champ devenu exemplaire. Le Village Rural Intégré de Nyabigina vient de bénéficier du fumier organique (la fiente de poule), à raison de 50kg par ménage, et 250 kgs pour chacune des 11 associations formées par ces rapatriés.

Les rapatriés de Nyabigina vont tirer profit de ce fumier car ils ont en majorité eu des dons de parcelles pour installer des champs. 136 sur 181 ménages déjà retournés, viennent d'avoir chacun 0.5 hectares, l'équivalent de la moyenne nationale d'espace cultivé par un ménage au Burundi. Pour les VRI de Rutana (Nkurye I et II, Murembera), Makamba (Nyakazi et Musenyi), les terres ont été données à raison de 0.5 ha par ménage. Il est prévu d'en donner jusqu'à 2000 ménages rapatriés, y compris ceux qui ne sont pas encore arrivés au pays.

Les rapatriés bénéficiaires du fumier et des parcelles viennent de passer entre cinq mois à une année dans ce village de Musenyi.

Ils bénéficient de l'accompagnement et de l'encadrement par de nombreux intervenants qui, selon le responsable du projet, font du bon travail.

Ce sont notamment le MINISTRE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, le PNUD, l'UNICEF, la CROIX ROUGE du Burundi, FOOD FOR THE HUNGRY, OXFAM INTERMON, WORLD RELIEF, et le CONSEIL NORVEGIEN POUR LES REFUGIES qui mènent des opérations variées comme la distribution des semences et plants, la distribution des chèvres, les travaux de HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre). L'ONG New Family for Development-NFD, partenaire de mise en œuvre de la FAO a par exemple, mené la récente distribution du fumier.

« L'appui nous est primordial, comme la saison de semis arrive, nous nous réjouissons des parcelles qui nous ont été attribuées, car cela nous permettra de les cultiver et de les fertiliser à notre aise », a indiqué, Niyonsaba Alphonsine, dont le mari n'est pas encore retourné au pays. Notons que des terres ont été attribuées aux habitants des VRI de Rutana, Makamba à raison d'un 1/2 ha par ménage. Néanmoins, les VRI de Bururi, à savoir Mutambara I et II, Busebwa et Buzimba exploitent, à part les parcelles de case, des terres soit louées, soit prêtées. Le non octroi de terres aux VRI de cette province constitue, selon le chef du Projet, « un sérieux handicap pour la couverture des besoins alimentaires via la production agricole ». Les rapatriés concernés viennent même d'organiser un sit-in devant les bureaux de l'Ombudsman pour presser pour une éventuelle distribution de terres arables par l'Administration.

Les engrais chimiques, les semences, les produits phytosanitaires et le petit bétail octroyés aux rapatriés et aux communautés d'accueil permettent d'avoir de bonnes récoltes. C'est le cas des VRI de Mutambara I et II qui viennent de récolter de la tomate à raison de 400 kilogrammes par are, superficie d'une parcelle prêtée à chaque bénéficiaire sur le terrain de la prison centrale de Rumonge (Mutambara I et II) et sur un terrain prêté par PIA RUBUBU pour les VRI de Busebwa et Buzimba. Cette récolte est également tributaire de l'encadrement agricole assuré par les ONG partenaires de terrain sur les petites

parcelles exploitées par les ménages de rapatriés.

BIZIMANA Safie, une veuve, du VRI MUTAMBARA rentabilise énormément sa parcelle de case englobant de petits champs verdoyants notamment de maïs, de niébé, d'amarante, d'orangers, d'avocatriers et d'autres. Avec cette production, elle affirme qu'elle peut satisfaire certains besoins vitaux (besoins alimentaires et scolaires). Dans les VRI, les besoins encore à satisfaire ont trait au renforcement des acquis actuels et à la nécessité de toujours penser aux descendants; « Quand je vends une partie de la récolte, je peux acheter des cahiers, des uniformes et d'autres matériels scolaires pour mes sept enfants », a dit Madame BIZIMANA, une rapatriée bénéficiaire de l'appui de la FAO.

### Le Maraîchage et l'agroforesterie pour une agriculture durable dans les VRI

A travers le Projet, la pratique de l'agroforesterie dans les VRI s'oriente dans l'optique de créer des dispositifs antiérosifs et d'augmenter la fertilité, la production, et les niveaux nutritionnels, dans des zones où les sols sont dégradés. L'agroforesterie est encouragée surtout en ce moment où le pays fait face à une sérieuse dégradation des sols.

Des pépinières ont à cet effet été installées, pour justement associer la protection de l'environnement à l'agriculture, deux volets qui font bon ménage. C'est exactement dans une vallée et près d'un petit ruisseau à Mushara, que sont installées des pépinières d'arbres comprenant entre autres des plants agro forestiers. Sous des abris en toit de paille ou de feuilles d'arbres sèches, et alignées géométriquement et groupés par catégories, des plants de Calliandra, Grevillia, Callitris et Eucalyptus sont visibles et grandissent très bien grâce au suivi rapproché et régulier de la FAO. Ils ont encore quelques centimètres de taille, et l'on en dénombre au total 160.500 plants.

Ces plants sont régulièrement entretenus par des travailleurs qui se donnent corps et âme pour les maintenir en bonne état.



Une pépinière agroforestière à Mushara



La construction de la fondation d'un hangar de stockage (VRI Mutambara)



M. Safie Bizimana, une bénéficiaire des poules mises à disposition par la FAO avec sa production d'œufs (VRI Mutambara)

Les plants agro forestiers sont notamment destinés aux Villages intégrés de Musenyi, Nyakazi, Nkurye I et II et Murembera pour aider dans l'accomplissement des objectifs de la FAO de protection des sols et des bassins versants pour une agriculture durable et une sécurité alimentaire accrue.

Signalons que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture a ouvert un sous bureau pour bien assister les 10 VRI installés dans le Sud du pays, plus précisément dans les provinces de Bururi, Makamba et Rutana. Les activités agro forestières sont menées grâce à une bonne collaboration du PNUD et de l'INECN (Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature).

Le village Intégré de Musenyi à Makamba abritant 200 ménages bénéficie d'un appui en semences vivrières. Sur la colline Gitara, des blocs de culture de manioc résistant à la mosaïque du manioc (une des maladies des plantes affectant encore gravement et par endroit le Burundi), et des blocs de maïs et de patate douce sont installés. Les cultures sont en bon état végétatif et grâce à de bonnes conditions climatiques, ces dernières pourront arriver à maturité et produire de bonnes récoltes et assurer la sécurité alimentaire de ces rapatriés.

Autour de leurs maisons, les rapatriés étaient, le mois dernier, en train de sarcler les cultures installées dans leurs parcelles de case, qui comprennent notamment la colocase, la pomme de terre, le haricot, le maïs, le manioc, le riz de montagne, la patate douce, et les cultures maraîchères fournies par la FAO.

« La récolte issue de ces cultures nous permet d'avoir un peu d'argent pour acheter la farine pour préparer la pâte ainsi que les ingrédients comme le sel et l'huile pour la préparation de la nourriture familiale », a indiqué Rebecca Niyokwizigira du VRI de Musenyi; « J'ai pu acheter aussi du matériel scolaire pour mes enfants, comme les cahiers sans oublier le savon de lessive pour qu'ils lavent leurs habits et leurs corps afin d'aller à l'école étant propres », ajoute-t-

elle. A côté des activités de cultures vivrières, le maraîchage présente beaucoup d'avantages car il est parmi les activités qui génèrent rapidement la production agricole et en l'occurrence les revenus ; il est aussi facile à pratiquer sur de petites superficies telle qu'est la situation dans les VRI qui font face au manque de terre suffisante. Au village Rural Intégré de NYABIGINA, une association dénommée NKEBURA UWUMVA (littéralement, 'Je fais un clin d'œil à celui qui comprend') a installé des blocs de cultures maraîchères sur une petite colline lui prêtée par un habitant, le propriétaire leur a cependant demandé d'être associé dans cette activité. Plusieurs blocs cultures de légumes bien prospères sont observables et installés d'une façon moderne. Des parcelles en terrasses de tomates, choux, aubergines, carottes, oignons, pili-pili, poivrons, courgettes, installées au début du mois de septembre dernier sont observables sur ce site.

### **Les produits dérivés de l'élevage: un appui considérable à l'agriculture**

Le petit élevage est une pratique primordiale dans les Villages Ruraux Intégrés. Il constitue une source de production du fumier notamment pour les jardins de case des rapatriés. « J'ai pu vendre mes chèvres et suis parvenu à acheter une vache qui me donne plus d'une tonne de fumier par saison », a affirmé un habitant du VRI de Musenyi qui enregistre beaucoup de progrès sur base de l'appui initial interagence des Nations Unies.

Certains rapatriés qui avaient eu de la FAO trois chèvres et trois volailles en ont maintenant un grand nombre. Ils pouvaient en avoir plus, comme ils en ont souvent donné aux autres gens suite aux actions menées dans le cadre de la chaîne de solidarité communautaire, qui notamment renforce les liens sociaux. « Mon bétail a beaucoup augmenté après une année, j'ai six chèvres et 18 poules ; j'aurais plus de ça, mais j'en ai donné aux voisins, en commençant par notre chef de colline », Mme BIZIMANA, la veuve, du VRI MUTAMBARA a indiqué, ajoutant qu'elle peut maintenant avoir du fumier à vendre parfois.

Les rapatriés de certains VRI sont même en train d'étendre leurs étales puisque leur élevage s'agrandit. Certains cultivent même les cultures fourragères pour leurs caprins. Les rapatriés qui ont déjà reçu de la FAO le bétail, affirment que le fumier issu de leur élevage leur permet de produire bien sur leur petite parcelle « Là où nous avons mis du fumier c'est toujours verdoyant », a indiqué cette rapatriée.

Afin de préparer une bonne conservation et un bon stockage des récoltes, des semences, et l'hébergement d'une unité de transformation, des hangars multifonctionnels sont en chantier, notamment dans les VRI de Mutambara I et II, à Nkurye I et II, et à Musenyi.

Aussi, dans le cadre du renforcement de leurs capacités, les VRI viennent de suivre une formation dans le domaine de l'apiculture. Cette formation permettra aux bénéficiaires de relayer les connaissances aux autres membres de la communauté et surtout démarrer et gérer leurs propres ruches. Certains ont déjà commencé à installer des ruches modernes, et savent bien montrer la différence avec les ruches traditionnelles quant à la productivité et l'accroissement des revenus. Une ruche moderne produit en moyenne 60kilos de miel par an contre 6 kilos pour une ruche traditionnelle.

L'assistance aux VRI enregistre de bons résultats et c'est le fruit d'un travail complémentaire entre les agences des NU travaillant dans divers volets, comme l'UNICEF qui œuvre notamment dans la distribution de l'eau potable et l'appui à la promotion de la salubrité dans les VRI. Le PNUD quant à lui s'active pour la promotion de la création de l'emploi notamment à travers les travaux de haute intensité de main d'œuvre, la FAO s'occupant de l'agriculture et de l'élevage.

**Ce projet à été possible grâce au financement de l'Union Européenne. Avec un budget de 1,700,000 EUR le projet s'étend d'août 2010 à août 2012.**



Kabura Issa, président de l'association Nkeburuwumva des rapatriés dans son champ d'oignons (VRI Nyabigina)



Le maracoudja dans les parcelles de case du VRI Musenyi



Une bénéficiaire de l'appui FAO utilise le fumier reçu de la FAO sur sa parcelle de case (VRI Musenyi)

« Au début, la FAO m'a donné trois chèvres, maintenant j'en ai six. Pour la culture, la FAO m'a octroyé des semences de tomates et du fumier ; maintenant je sais comment les fertiliser et je sais les planter en lignes grâce aux techniques que nos encadreurs nous ont apprises »

Larson Niragira, habitant du VRI de Buzimba et bénéficiaire de l'appui de la FAO



Un membre de l'association Nkeburuwumva avec sa récolte de courgettes (VRI Nyabigina)



Une bénéficiaire de la FAO avec son bananier (VRI Musenyi)

# PREMIER FORUM NATIONAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : NÉCESSITE D'UNE APPROCHE INTÉGRÉE ET COORDONNÉE POUR AFFRONTER LES PROBLÈMES D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Photo des présentateurs au forum. On reconnaîtra entre autres: au milieu en blanc, Madame le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Odette Kayitesi, le Responsable du Portefeuille du FIDA, Hamed Haidara, à sa droite, et le Responsable IPC/SAPSSA à la FAO, Méthode Niyongendako à l'extrême droite.

Ce forum a rassemblé le Gouvernement du Burundi, représenté par le Deuxième Vice-président de la République, Gervais Rufyikiri, la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage Odette Kayitesi, et les grands intervenants dans le domaine de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et la nutrition du 12 au 14 décembre 2011, à Bujumbura pour un échange et un partage de connaissances dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition

Le forum dont le thème était « Investir dans la sécurité alimentaire et la nutrition, un préalable pour le développement durable », avait également vu la participation des représentants des organismes internationaux, des ONGs, des organisations paysannes, des bailleurs de fonds, du secteur privé, de la société civile, des chercheurs, de la diaspora burundaise, des medias, et bien d'autres. Il visait la recherche des mécanismes d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière de sécurité alimentaire et nutrition. Le forum était organisé grâce à l'appui de nombreux partenaires, entres autres , l' Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), le Fonds Internationale de Développement Agricole (FIDA), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et piloté par le Gouvernement.

Parmi les présentateurs lors de cet événement, Dr David Nabarro, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies chargé de la sécurité alimentaire et la nutrition a été suivi en vidéo-link de New-York.

Il a partagé un message du Secrétaire Générale Ban-Ki Moon, message focalisé sur le besoin impérieux d'intégrer les aspects de nutrition dans des activités liées à la sécurité alimentaire.

Le Forum, le premier du genre au Burundi, a été l'occasion pour le Gouvernement du Burundi et des autres intervenants de démontrer l'engagement continu d'atteindre les OMD(I et II) notamment pour lutter contre la faim et la malnutrition. L'établissement des stratégies et leur mise en œuvre visent à améliorer la productivité agricole et les niveaux de nutrition des populations. L'élaboration du Cadre Stratégique de lutte contre la pauvreté II (CSLPII) et la Vision 2025, constituent un important pas, car ces deux documents stratégiques reconnaissent l'importance de l'agriculture pour le développement au Burundi. « Le gouvernement est déterminé à appuyer le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la nutrition, en témoigne l'augmentation du budget alloué à l'agriculture » a déclaré le Deuxième Vice-président de la République dans son mot d'ouverture.

Le forum a été l'occasion pour le gouvernement de décrire les réalisations en cours dans la promotion de la sécurité alimentaire qui sont notamment axées sur la lutte contre la dégradation des terres, la construction et la réhabilitation des infrastructures, le repeuplement du cheptel, la formation, l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un fond de microcrédit rural , pour ne citer que celles-là En conformité avec les engagements de la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire pris en 2003 , le Gouvernement Burundais a également augmenté le budget alloué à l'agriculture de 3% en 2010 jusqu'à 8% en 2011, le but étant d'atteindre les 10% convenus lors dudit sommet.

Les discussions étaient axées sur des présentations , notamment l'analyse de la sécurité alimentaire, la malnutrition, les changements climatiques et la sécurité alimentaire, l'insécurité alimentaire et filets de sécurité, la création de l'emploi

et la sécurité alimentaire, et les femmes et la sécurité alimentaire.

Un Consultant de la FAO, a lors de sa présentation, donné des chiffres parlants montrant l'importance de l'agriculture Burundaise. « 46% du PIB viennent de l'agriculture, plus de 90% de la population dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence, et 67% de la population vivent dans la pauvreté et plus de 60% souffrent de la malnutrition chronique. A cela s'ajoutent les perturbations climatiques, la problématique de la flambée des prix et la croissance démographique (6ème dans le monde) qui aggravent l'insécurité alimentaire », a-t-il indiqué. En outre, la population croît annuellement de 3% alors que les terres cultivables s'amenuisent (0.5 ha/ménage).

Les recommandations phares émises à la fin du forum comprennent notamment un appel au gouvernement d'élaborer une politique démographique nationale, d'adopter une approche intégrée, coordonnée et harmonisée afin d'aborder les problèmes liés à la sécurité alimentaire et la nutrition. Il a été également demandé au Gouvernement de continuer à augmenter le budget alloué à l'agriculture jusqu'à au moins 10% comme recommandé par le Sommet de Maputo, opérationnaliser et transformer en des plans spécifiques la feuille de route élaborée lors du forum.

Dans la déclaration finale, les participants ont émis le souhait que le forum soit « une base pour d'autres fora à venir et qui permettront au pays d'évaluer la mise en œuvre des engagements et la relecture actualisée de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi ». Ils se sont engagés à élaborer une feuille de route via un comité restreint d'ici la fin de l'année 2011 et qui sera soumise pour approbation par le gouvernement et ses partenaires. La Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, quant à elle, a réaffirmé l'engagement de son cabinet de « travailler pour que le droit à l'alimentation devienne une réalité dans le pays ». Le forum a été une occasion pour certains partenaires de renouveler leur engagement à soutenir le combat pour la sécurité alimentaire au Burundi.

Soulignons qu' en plus de la contribution financière, l'appui technique et logistique de la FAO a été fort apprécié par les organisateurs du forum.

# L'assistance d'urgence ECHO - FAO apporte un soutien conséquent à plus de 150.000 femmes, hommes, et enfants vulnérables au nord du Burundi



Une des foires aux semences organisées par la FAO avec l'appui ECHO de l'Union Européenne

**Avec l'appui d'ECHO (l'Union Européenne), la FAO apporte un appui aux ménages les plus fragilisés par l'insécurité alimentaire et les aléas climatiques dans les provinces de Ngozi, Kirundo et Muyinga.**

Entre 2010 et 2011, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), avec l'appui du bureau d'Aide Humanitaire et Protection Civile de l'Union Européenne (ECHO en sigles), à appuyé plus de 31,000 ménages vulnérables (environ 155,000 hommes, femmes et enfants vulnérables) dans les provinces du nord du Burundi, notamment Ngozi, Kirundo et Muyinga.

Avec un financement de 950,000 EUR, le projet « Assistance aux ménages vulnérable pour améliorer leurs moyens d'existence et contribution au renforcement institutionnel de la surveillance de la sécurité alimentaire au Burundi » a été exécuté en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE), et les DPAE de Kirundo, Muyinga et Ngozi. La FAO, et ses partenaires d'exécution, le FH Kirundo (Food for Hungry), le BADEC (Bureau d'Appui pour le Développement de la Diocèse) Ngozi et l'ODEDIM Muyinga, a ciblé les ménages les plus fragilisés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les aléas climatiques. Cette agence onusienne a aussi renforcé les capacités du gouvernement en matière de suivi et d'alerte précoce pour le renforcement de la sécurité alimentaire.

Depuis ces dernières années, la situation d'aléas climatiques au Burundi a constitué un sérieux défi aux agriculteurs et agricultrices dans certaines régions du pays, notamment dans les communes de Kirundo, Bugabira et Busoni dans la province de Kirundo. Ces populations avait été classées en phase 4 d'insécurité alimentaire, c.-à-d. 'Urgence Humanitaire' par l'indice IPC. Ce qui justifie l'intervention urgente du projet. Ces aléas, qui souvent prennent la forme de retards des pluies et la sécheresse, aggravent l'insécurité alimentaire, et obligent souvent les ménages à adopter des mécanismes extrêmes de survie.

## **Intrants de base pour relancer l'agriculture**

Pour relancer la production agricole des saisons 2011 A et B, la FAO a organisé des foires aux semences dans les trois communes de Kirundo susmentionnées ; la commune de Gasorwe à Muyinga et les communes de Ruhororo et Gashikanwa à Ngozi. Pendant la saison 2011A, chacun des 22,200 ménages bénéficiaires de ces foires à reçu un coupon de 20,000 Fbu pour acheter des semences des leur choix et 5kg d'engrais pour fertiliser leurs champs. Pendant la saison 2011B, les ménages vulnérables ciblées ont reçu un coupon de

14,000 Fbu chacun. Pendant chaque foire, les bénéficiaires ont aussi reçu un kit d'intrants agricoles qui accompagnait les coupons. Ce kit était constitué d'une houe et 10g de semences maraichères.

A travers les foires aux semences, la FAO a pu relancer les activités agricoles et augmenter la production au sein des ménages bénéficiaires et dans la zone du projet. Cette augmentation à aussi contribué à la réduction des prix des produits de récolte, et, consécutivement, la sécurité alimentaire dans cette partie du pays si vulnérable à été assurée.

« La FAO nous a aidés avec les semences » dit Clarette Nsagiyumva, bénéficiaire des foires aux semences, « et maintenant non seulement je peux nourrir mes enfants avec ce que je récolte, mais la nourriture au marché est moins chère ».

A titre d'exemple, le prix du haricot, une des cultures de base au Burundi, était de 800 Fbu/kg avant le projet. Après l'intervention de la FAO, le prix à baissé jusqu'à 500 Fbu/kg. En conséquence, la disponibilité et l'accès à la nourriture pour une grande partie des populations vulnérables ont été assurées.

## Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations

En plus des problèmes liés au climat, certains ménages dans les zones d'intervention du projet ont un faible accès à la terre, et habitent dans des zones périurbaines à très haut risque d'insécurité alimentaire d'après les conclusions de l'analyse IPC faite par la FAO. La FAO a donc décidé de lancer le maraîchage comme alternative pour ces populations, afin d'accroître le niveau nutritionnel des populations, dans un pays où plus de 60% de la population connaissent une situation de malnutrition chronique, selon UNICEF.

Un total de 339.23 tonnes de semences de haricots ont été achetées lors des foires aux semences. Environ 500 kg de semences maraîchères, 11,500 plants fruitiers, 25,000 vitro plants de bananier, 50,000 vitro plants de colocase, et 2,500,000 cordes de patate douce ont été distribués aux ménages ciblés. En plus, la mise en place de 30 ha de blocs de multiplication de manioc à été accompagnée par la distribution de 5,000,000 boutures du manioc. A travers ces distributions le projet a pu assurer une diversification de production agricole, ce qui a pu assurer la sécurité alimentaire.

La distribution de matériel végétal à été accompagnée par des activités de repeuplement du cheptel. A Kirundo 1,500 chèvres ont été distribuées à 500 ménages. 9000 poulettes, avec les stocks d'aliments et des produits vétérinaires ont été distribués à 17 associations à Ngozi, à 300 ménages à Gasorwe et à 900 ménages dans les trois communes de Kirundo. Les poules ont un taux de ponte qui va au-delà de 80%, ce qui conduit à l'amélioration des niveaux de nutrition des ménages ciblés car ils peuvent inclure des œufs dans leurs repas. En plus, les poules et les chèvres sont utilisées pour la production de fumier organique, ce qui augmente la production agricole au niveau des ménages.

S'agissant de la situation nutritionnelle, les résultats de l'enquête démographique et de santé publiés en 2011, mettent en évidence une tendance à la baisse de la malnutrition aiguë globale et de l'insuffisance pondérale qui sont passés respectivement de 7,5% en 2005 à 6% en 2010 pour le premier et de 39,2% en 2005 à 29% en 2010 pour le second. De plus, l'analyse IPC valable de juillet à décembre 2011 montre une nette amélioration de la sécurité alimentaire dans les dépressions du Nord (région naturelle du Bugesera).

Elle passe de la phase III à la phase II d'insécurité alimentaire limitée/modérée avec un risque modéré de revenir en phase III. La province de Kirundo connaît une augmentation des productions de 12% par rapport à 2010B pour une moyenne nationale de 3%. Cette situation découle d'une pluviométrie favorable tout le long de la saison 2011B et des effets conjugués des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement sur le manioc, la réhabilitation et l'aménagement des marais, le repeuplement du cheptel, et la réhabilitation des semences de qualité.

### Coordonner les interventions pour atteindre des objectifs communs

Un des volets importants du projet a été le renforcement des capacités et l'appui au MINAGRIE dans la collecte, l'analyse et l'alerte précoce dans le domaine de la sécurité alimentaire. A travers deux outils clé dans la lutte contre la faim au Burundi ; le Système d'Alerte Précoce et Surveillance de la Sécurité Alimentaire (SAP/SSA), et la Classification des Phases de Vulnérabilité (IPC), la FAO a pu coordonner les interventions d'urgence et de réhabilitation au Burundi, contribuant ainsi à une harmonisation des interventions d'urgence dans le pays. Elle a permis également aux intervenants dans le domaine de la sécurité alimentaire de mieux coordonner leurs activités. L'analyse SAP/SSA et son bulletin mensuelle a donné un appui, depuis 2002, aux intervenants d'agir efficacement et à temps. L'analyse IPC a aussi aidé à cadrer et guider les actions à travers une analyse de la situation agricole nationale tous les six mois, suivie par des recommandations.

Dans le cadre de ce projet, une étude sur la cartographie de la vulnérabilité a été menée et les cartographies des facteurs déterminant la vulnérabilité (indicateurs structurels et conjoncturels) et des moyens d'existence de la population ont été établies. De même, une base de données sur les flux de produits agricoles et d'élevage notamment sur les filières les plus porteuses (sur les principaux marchés du pays) a été amorcée. La FAO a apporté une assistance dans la collecte de données et dans le renforcement des capacités d'analyse des cadres du MINAGRIE pour une maîtrise du processus d'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

Fournir un appui technique et analytique au Gouvernement et ses partenaires dans la gestion de l'insécurité alimentaire récurrente au Burundi figure parmi les priorités de la FAO.

C'est pour cela que le transfert des capacités de la FAO au Gouvernement est en cours, à travers le 'hand-over' ou processus d'appropriation de l'outil IPC. La gestion de l'outil IPC est assurée en étroite collaboration entre la FAO, le Gouvernement du Burundi par le biais du MINAGRIE.

### L'appui soutenu d'ECHO

En définitive, L'appui par le bureau d'Aide Humanitaire et Protection Civile de l'Union Européenne (ECHO) aux activités de la FAO pour la réhabilitation de l'agriculture et le soutien aux populations les plus vulnérables après la guerre au Burundi a été d'une importance capitale. Nous exprimons vivement nos remerciements pour cet appui et nous réitérons notre appréciation de l'excellent travail réalisé par ECHO au Burundi ces dernières années. La transition d'une situation d'urgence vers une situation de développement n'aurait pas été possible sans l'appui de cette organisation.



La plantation des boutures de Manioc

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire et Protection civile



# La lutte contre la striure brune du manioc et le flétrissement bactérien du bananier est engagée



Au premier plan, Dai Peters, spécialiste régional du CRS

Au moment où la striure brune du manioc et le flétrissement bactérien du bananier s'étendent à une vitesse inquiétante sur le territoire burundais, les acteurs concernés au premier plan par ces maladies se positionnent déjà pour arrêter leur progression. C'est dans cette optique qu'en dates du 28 et 29 décembre 2010 à Bujumbura, un atelier national a rassemblé autour du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Mme Odette KAYITESI, les cadres de ce Ministère, ceux de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), et des autres organisations partenaires comme l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Consortium for Improving Agriculture based Livelihoods in Central Africa (CIALCA), le Catholic Relief Services (CRS) et autres, sur le thème « Echanges et réflexion sur les stratégies de lutte contre la striure brune du manioc (CBSD) et le flétrissement bactérien du bananier (BXW) au Burundi ».

Ce forum revêtait une grande importance au vu de l'impact potentiel de ces maladies qui affectent deux des principales cultures vivrières au Burundi et, qui, par ricochet, constituent la base de la sécurité alimentaire des ménages dans une majeure partie du pays. Aussi bien pour les régimes de banane que pour les tubercules de manioc,

lorsqu'ils sont attaqués, ils sont généralement impropres à l'utilisation alimentaire.

Lors de cet atelier, les différents intervenants ont passé en revue l'état des lieux des deux maladies et évalué toutes les initiatives en cours pour leur mitigation. De même, les actions en perspective de nature à réduire l'impact de ces maladies ont été énoncées, et les recommandations pour la mise en œuvre des plans d'action nationaux de lutte contre le CBSD et le BXW ont été formulées.

## Causes, symptômes et voies de transmission du CBSD et du BXW

Causé par un virus à ARN (acide ribonucléique), le Cassava Brown Streak Virus (CBSV), la striure brune du manioc est actuellement connue sous deux variantes : une variante commune (CBSV) et une variante Ougandaise du CBSV, dénommée U-CBSV à cet effet. Le virus est transmis par la mouche blanche (*Bemisia tabaci*) à partir du matériel de plantation infecté. Il peut être également transmis par voie mécanique. A l'opposé, la recherche confirme que les graines ne transmettent pas le virus. L'un des plus grands dangers de la maladie de la striure brune (CBSD) est qu'il n'y'a jusqu'ici pas de variétés résistantes à son agent causal. Les symptômes de la maladie de la striure brune peuvent être

visibles sur les feuilles (couleur jaune verte entre les nervures), sans que ses effets ne se manifestent sur les racines (pourriture), même si la maladie est présente, visuellement sur les feuilles et analytiquement à travers les tests de laboratoire.

Le BXW quant à lui, est une maladie causée par une bactérie du nom de *Xanthomonas campestris musacearum*. La bactérie est transmise par l'utilisation du matériel de plantation contaminé, par un vecteur (insectes et oiseaux), par des outils contaminés, par des animaux domestiques en pâture ou par les résidus même du bananier infecté.

## Quelle est aujourd'hui l'ampleur du CBSD et du BXW au Burundi ?

Le CBSD, une maladie généralement localisée dans les zones de basse altitude peut causer jusqu'à 70 % de pertes de production. Les études récemment réalisées au Burundi révèlent la présence de la maladie dans six provinces : Cibitoke, Bubanza, Bujumbura, Bururi (Rumonge), Makamba (Nyanza-Lac) et Rutana. Des tests de laboratoire menés sur des champs de multiplication installés par l'ISABU, le CRS et la FAO ont indiqué la présence du CBSV principalement dans la plaine de l'Imbo.

Les mêmes études établissent néanmoins que la province de Kirundo n'est pas affectée par la maladie de la striure brune du manioc (CBSD). A présent, l'une des grandes inquiétudes est que les variétés améliorées actuellement en diffusion dans le pays sont toutes sensibles au CBSV ; la tolérance des variétés locales n'étant pas encore établie.

Le BXW a été identifié au Burundi en 2010. A la fin de 2010, seules deux provinces étaient infectées. Aujourd'hui, la maladie est déjà présente dans 11 provinces du pays qui sont Cibitoke, Bubanza, Bujumbura, Makamba, Rutana, Cankuzo, Gitega, Ngozi, Muyinga, Karuzi et Ruyigi. Visiblement, la maladie s'étend très rapidement, du fait que les pratiques culturelles spécifiques au bananier sont mal assimilées et appliquées. Aussi, la confusion entre les symptômes du BXW et de la fusariose (de moindre incidence économique) fait que beaucoup reste à faire dans la sensibilisation sur la lutte contre le BXW, notamment à travers l'utilisation des vitro plants et le contrôle de la qualité des plants diffusés.

### **Des premières actions génèrent un espoir**

L'un des grands espoirs dans la lutte contre le CBSD est que le projet GLCI (Great Lakes Cassava Initiative) a obtenu 8 clones tolérants dont le Burundi pourra bénéficier pour l'évaluation agronomique et phytosanitaire. Ce projet envisage de mettre à la disposition de l'ISABU ces clones afin que, en collaboration avec la FAO dans le cadre du projet régional manioc (OSRO/RAF/912/EC), cette institution de recherche amorce leur multiplication et évaluation agronomique et phytosanitaire en conditions contrôlées, dans les zones à haute incidence du CBSD (Rugombo et Rumonge). Cette étape de multiplication sera suivie par une diffusion des clones qui auront éventuellement montré une tolérance à la striure brune du manioc.

Sur le plan réglementaire, avec l'apparition de la striure brune du manioc et du flétrissement bactérien du bananier, le MINAGRIE a adapté et élargi le Comité National de Lutte contre les Maladies et Ravageurs des Plantes (CNLMRP). Pour être plus opérationnel, celui-ci s'est déjà doté d'un plan d'Action sous forme de projet. Parallèlement, le CRS a déjà mené des activités de sensibilisation sur la reconnaissance de la striure brune du manioc et des actions de mitigation de la maladie, telles, la récolte précoce des tubercules (avant leur pourriture, qui arrive généralement à la pleine maturité du plant de manioc), et

le déclassement systématique des champs de multiplication infectés, moyennant l'octroi aux partenaires de multiplication d'une compensation. D'autres activités planifiées par la FAO incluent, l'appui à la recherche pour la collection du germoplasme local pour son évaluation vis-à-vis du CBSV, l'identification de la striure brune, la caractérisation et le contrôle de la qualité des champs de multiplication, ainsi que la plaidoie auprès des bailleurs à travers les réseaux d'information, constitués par les bulletins SAP-SAA et les rapports IPC (Integrated Phase Classification).

Pour le cas particulier du BXW, une étude prospective cofinancée par la FAO et l'ISABU/ASARECA a été conduite pour évaluer l'ampleur de la maladie sur le territoire national, dans le but d'entreprendre des actions de lutte préventive. Des campagnes de sensibilisation médiatique pour conscientiser la population sur l'identification du BXW ont été menées à travers la production des outils de communication graphiques et audiovisuels. A l'issue de ces campagnes, des champs infectés ont été détruits, bien que le défi majeur à l'éradication du BXW reste la réticence de la population qui espère récolter quelque chose malgré l'infection de leurs champs.

La contribution de la FAO dans la lutte contre les deux maladies se situe aussi au niveau du renforcement des capacités comme l'organisation des ateliers, le financement des études diagnostiques, l'organisation des visites de terrain, le plaidoyer et la sensibilisation, etc.

### **Quid pour une lutte efficace de ces maladies**

L'éradication du BXW et du CBSD exige la mise en œuvre d'une série de mesures. Pour le BXW par exemple, les meilleures pratiques de lutte englobent notamment le dessouchage, le découpage et l'enfouissement des plants malades. L'utilisation des herbicides pour détruire les bananiers infectés est une possibilité qui présente un coût élevé et un risque environnemental. La replantation du nouveau bananier est recommandée au moins six mois après le dessouchage total des plants infectés. A la destruction des champs infectés, des cultures alternatives comme le haricot, les céréales et autres, doivent être données aux ménages affectés en attendant la replantation des bananiers.

Compte tenu de l'ampleur des deux maladies, l'une des recommandations de l'atelier fut de décréter un état d'alerte sur les risques d'épidémie du CBSD

et du BXW au Burundi.

A ce sujet, les ONG, l'administration locale et les Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) sont appelées à une meilleure collaboration et une utilisation rationnelle des canaux d'information existants afin d'alerter les populations contre ces maladies, particulièrement à travers la mise sur pied d'un système de surveillance transfrontalière (+ quarantaine) et du contrôle de la qualité du matériel végétal en diffusion. Au niveau du Gouvernement, la constitution des fonds permanents est fortement recommandée pour notamment la mise en œuvre rapide de plan d'action nationale de lutte contre les maladies et la gestion des calamités en cas d'urgence. D'autre part, le CNLMRP est appelé à jouer pleinement le rôle de régulation et de contrôle notamment dans la multiplication et la distribution des boutures de manioc et des plants de bananier. En même temps, la Commission devra jouer un rôle de plaidoyer auprès des bailleurs pour un soutien substantiel à la recherche et aux initiatives privées engagées en vue de la prévention contre les maladies et ravageurs des plantes.

Les organisations de recherche telles que l'ISABU, le CIALCA, la FACAGRO, les laboratoires privés, avec l'appui du Département de la Protection des Végétaux, devront collaborer et anticiper les besoins des agriculteurs afin d'éviter les introductions parallèles et non réglementées du matériel de plantation. Cela se concrétise par une valorisation des vitro-plants et la constitution de réserve/duplication de matériel de plantation au cas où il y a échec d'un essai. Il est également impérieux de collecter le germoplasme local et d'améliorer la banque de gènes. Des actions préventives de lutte sont à envisager. Ainsi, pour le cas du BXW par exemple, le Gouvernement est appelé à utiliser dans l'immédiat plusieurs approches, parmi lesquelles la coupe de la fleur mâle (source de contamination par les abeilles et les oiseaux), la surveillance communautaire, et l'éradication par dessouchage et enfouissement des plants malades (phytosanitation). Cette dernière opération de lutte contre le BXW nécessite un accompagnement des ménages affectés par une offre des semences des cultures de remplacement, en attendant la replantation de plants de bananiers. Faudra-t-il donc prévoir l'utilisation des vitro-plants comme matériel de plantation de départ, pour le bananier comme pour le manioc ?

Les autres moyens de lutte possibles comprennent la prise des mesures incitatives et même des sanctions, les amendes perçues devant être destinées au paiement de la main d'œuvre notamment pour le dessouchage du bananier chez les ménages irréductibles.

Afin d'être efficace dans la lutte contre les deux maladies, le Plan d'action national, devra être finalisé et inclusif, reflétant de cette façon les contributions non seulement du secteur privé, mais aussi celles des ONG, afin d'éviter toute duplication et plutôt privilégier une coordination efficace. Il est particulièrement recommandé aux ONG de collaborer avec les services techniques locaux dans le cadre des interventions en milieux ruraux. Aussi devront-elles contribuer à l'échange d'informations à temps entre les acteurs des filières en question pour des actions efficaces et coordonnées contre la striure brune du manioc et du flétrissement bactérien du bananier, ainsi que d'autres maladies potentielles des plantes.

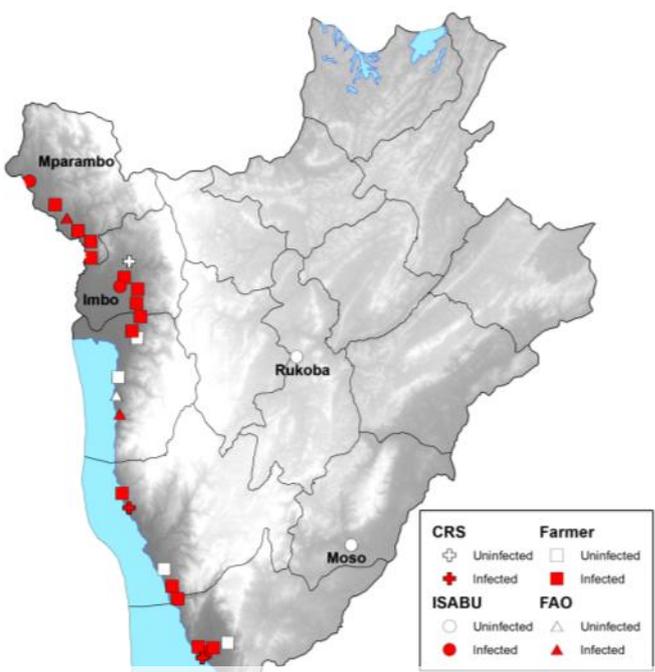
La réussite de cette lutte nécessitera une entière implication de la population qui, en grande partie reste encore réticente dans l'application des mesures correctives. Aussi, les législations au niveau régional devront être harmonisées pour bloquer la propagation transfrontalière des deux maladies, la striure brune du manioc et le flétrissement du bananier. C'est pour cette raison que la multiplication des outils médiatiques est plus qu'urgente dans le travail de sensibilisation des populations au sujet des deux maladies. Dans ce contexte, les approches « Champs Ecoles Paysans » sont à privilégier pour démontrer les approches de meilleure gestion des deux cultures, au moment où le contrôle transfrontalier du matériel de plantation devra être régulier.



Les symptômes du CBSD sur les boutures du manioc



Des bananes infectées par le BXW



Résultats de l'étude ISABU 2011 sur la localisation du CBSD au Burundi



Une feuille de manioc montrant les symptômes du CBSD

La FAO remercie vivement les bailleurs de fonds suivants pour leurs appuis à ses projets et programmes depuis 2009:

La délégation de l'Union Européenne; ECHO; le gouvernement du Japon; le Royaume de Belgique; la Banque Africaine de Développement (BAD); le Fonds International de Développement Agricole (IFAD); le Royaume de Suède; le Gouvernement d'Espagne; le Gouvernement d'Italie; l'Office pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA); le Gouvernement Autrichien, le UN Peace Building Fund, et le Fond pour l'Environnement Mondial.

« Un monde libéré de la faim et de la malnutrition où l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer les conditions de vie de chacun, et particulièrement des plus pauvres dans une optique économiquement, socialement et écologiquement durable »

**Equipe Editoriale &**

**Mise en page:**

Barnabé Ndayikeza

James Belgrave

Baudelaire Ndayishimiye

**Avec la participation de:**

Nabor Barancira

Salvator Kaboneka

Joseph Sakubu

**Photographie:**

James Belgrave

Giulio Napolitano

Barnabé Ndayikeza

Nabor Barancira

FAO Rome

MINAGRIE

CRS

ISABU

**Photo de couverture:**

©FAO/J.Belgrave



**Représentation de la  
FAO au Burundi**

Avenue de la Plage,  
Quartier Asiatique, Bujumbura  
BP 1250 Burundi  
Tel. +257 22 20 60 00  
FAO-BI@fao.org  
www.fao.org  
www.disasterriskreduction.net

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org) ou au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome, Italie